

DOCUMENT PROGRAMMATIQUE

Re/scolarisation d'enfants réfugiés syriens au sein de l'école publique, Beqaa, Liban

1. PROJET PRIORITAIRE LIBAN - 2021

a) Nom du projet :

Re/scolarisation d'enfants réfugiés syriens au sein de l'école publique, Beqaa, Liban.
Mise à niveau, alphabétisation et calcul élémentaire

b) Date de présentation et période concernée :

Présentation du projet en février 2021, mise en œuvre du projet pendant 5 à 10 mois, en 2 phases selon financement, de février à juin 2021 et de juillet à novembre 2021. Possibilité de déborder jusqu'à janvier 2022 en cas de confinements et autres restrictions covid.

c) Domaines d'intervention principaux :

Scolarisation, alphabétisation, éducation non formelle, enfance, protection de l'enfance, renforcement des capacités des jeunes, réfugiés.

d) Pays et région :

Liban, Gouvernorat de la Beqaa, village de Mansoura.
<https://data2.unhcr.org/en/situations/syria/location/93>

2. PARTENAIRE LOCAL

a) Coordonnées du partenaire local chargé de la réalisation du projet :

adresse, statut institutionnel, compétences de l'équipe responsable (organigramme en annexe)



Sawa For Development Association, Qob Elias, Main Street, Moallem Building, 1er étage, Beqaa, Liban.

Sawa For development a été créée en 2006, et enregistré auprès du Ministère de l'Intérieur avec pour objectifs le développement communautaire dans la vallée de la Beqaa en termes sociaux et humanitaires, de sensibilisation aux droits humains, de prévention de la violence à l'égard des femmes, du mariage précoce des enfants, d'autonomisation des femmes, du renforcement des capacités des jeunes, de la protection de l'enfance et de l'éducation. Sawa a obtenu le **statut consultatif ECOSOC** auprès des Nations Unies. Sawa est membre de "GirlsNotBrides", du PNUF, de l'ONG Soliya New York et de la Fondation Anna Lindh. Sawa travaille au sein de la communauté libanaise chaque fois que nécessaire en fonction des besoins des bénéficiaires et de la disponibilité de fonds. Ses principales activités sont situées dans la région de la Beqaa, où se concentrent les réfugiés et les locaux défavorisés.

b) Lien avec l'Association Ushagram Suisse ¹

Sawa for Development a rencontré l'Association Ushagram Suisse pour la première fois en 2016 au Liban, en la personne de son directeur, Jacques Albohair.

1. Lancement d'un premier projet d'autonomisation de femmes syriennes et libanaises vulnérables en partenariat en 2017 à Jib Jannine, dans la Beqaa occidentale. Thématique : formation de formatrices en couture, tricot, broderie et recyclage. À l'issue du projet, les femmes ont vendu leurs produits lors d'une exposition organisée par Sawa. Elles travaillent depuis leur domicile. Ushagram a visité la Beqaa et a rencontré les bénéficiaires et vu leurs produits.

¹ Voir notre rapport "LE LIBAN, NOUVELLE ZONE D'ACTION DEPUIS 2016 - Contextualisation du choix de notre action et clarification des décisions prises par le Comité de l'association" joint à notre rapport d'activité.
<https://ushagram-suisse.org/wp-content/uploads/2020/12/POURQUOI-LIBAN-2018.pdf>

2. Mise en œuvre d'un deuxième projet de formation professionnelle d'enfants non scolarisés dans le village de Faour, district de Zahleh. Ushagram a visité la Beqaa en 2019 et rencontré les bénéficiaires. Formation professionnelle pour 30 adolescents et adolescentes âgés de 14 à 20 ans en mécanique automobile et réparation de pneus pour les garçons et esthétique pour les filles avec comptabilité de base pour les deux. Les garçons formés travaillent toujours dans les garages de la région, les filles, depuis leur "domicile" (les camps de réfugiés informels).

c) Profil et identité, collaborations et expériences antérieures

Sawa for Development a été créé par un groupe de personnes énergiques, motivées et engagées à contribuer de leur temps, de leurs compétences et de leur énergie au développement et à l'autonomisation des communautés socialement défavorisées et vulnérables de la région de la Beqaa, à lutter contre les problèmes de pauvreté et les discriminations fondées sur le genre.

L'impulsion de la création de Sawa découle de considérations humanitaires, sociales et économiques afin de garantir la paix sociale et économique permanente et l'équité de la communauté. Le travail de Sawa s'attaque à la discrimination, à la marginalisation, à la pauvreté et à la violation des droits humains pour tous, en particulier les femmes et les filles ainsi que les personnes vulnérables, marginalisées et handicapées. Les quatre rôles clés de l'organisation sont d'éduquer, d'autonomiser, de défendre, de promouvoir le changement social et le développement en proposant des programmes de haute qualité et efficaces.

Sawa a commencé à travailler pour les réfugiés syriens en 2012, fournissant de la nourriture et des abris dans le district de Zahleh et d'Ersal. Elle a mis en œuvre de nombreux projets sur les droits humains et la protection de l'enfance, sur la sensibilisation à la prévention du mariage des enfants. Elle a mis en place un programme d'éducation non formelle sous tentes à Ersal pour 400 enfants syriens, le projet "tente école", d'une durée de 3 ans qui a été financé par "Souria Houriyya", ONG française pour la jeunesse syrienne. Sawa a été partenaire de Save the Children à Qob Elias et Mansoura dans un projet commun d'alphabétisation pendant 2 ans. **Le Ministère de l'Éducation, a accrédité Sawa en 2016 pour la mise en œuvre de programmes d'alphabétisation et d'éducation préscolaire pour les enfants réfugiés (CB-ECE, Community based early childhood education). Sawa est coprésidente avec l'UNICEF des programmes d'alphabétisation dans la Beqaa depuis mars 2020.**

d) Objectifs

L'objectif principal de Sawa est le développement communautaire dans la Beqaa en termes sociaux et culturels, la sensibilisation aux droits humains, l'éducation des femmes et des jeunes sur leurs droits afin de parvenir à l'égalité.

Les objectifs de Sawa se résument comme suit :

1. éducation et développement social des enfants, des jeunes et des femmes,
2. autonomisation économique des femmes,
3. durabilité environnementale et sensibilisation.

Sawa atteint ces objectifs en organisant de nombreux ateliers, projets et activités depuis des années, avec plusieurs ONG locales, nationales et internationales, avec des femmes et des jeunes de la Beqaa orientale et occidentale.

Les activités de l'organisation sont axées sur les sujets suivants :

- droits humains
- violence basée sur le genre
- mariage des enfants
- protection et un soutien psychologique aux enfants marginalisés
- éducation pour tous.

e) Stratégie d'intervention à long terme

Sawa for Development est gérée par des professionnels autochtones indépendants et non partisans ayant l'expérience pratique et technique des divers domaines de renforcement des capacités des secteurs humanitaires et des projets de développement communautaire, ayant suivi des formations de formateurs dans les secteurs de l'intervention humanitaire, des droits humains, des violences basées sur le genre, de la protection de l'enfance et du renforcement des capacités et de l'éducation. La stratégie de Sawa utilise le modèle de développement communautaire pour impliquer les communautés cibles et développer les capacités pour planifier à long terme, identifier les priorités de la communauté, mobiliser les investissements en ressources et mettre en œuvre des projets de développement.

f) Programmes

L'association SAWA s'est consacrée à l'aide aux réfugiés syriens depuis 2012, dans l'intervention directe de secours et de protection de l'enfance. Elle a ensuite organisé des ateliers dans les camps de réfugiés visant à fournir une éducation et un soutien psychologique (par le dessin et l'écriture d'histoires) et des programmes de protection pour les mineurs à travers des ateliers sur le mariage précoce des enfants. Ensuite Sawa s'est consacrée à soutenir les femmes après plusieurs plaintes pour violations du droit des femmes, de violences basées sur le genre et le mariage précoce d'enfants dans les camps.

1. Autonomisation des femmes

- En collaboration avec le Conseil de Développement et de Reconstruction (CDR) et l'Union des Communes de la Beqaa, Sawa a éduqué les femmes de 7 villages sur le thème de la gestion des déchets, dans un projet intitulé "Sensibilisation à la gestion des déchets". Bénéficiaires : femmes de 7 villages et 2 camps de réfugiés.
- Sawa a organisé et animé des ateliers sur la prévention du mariage des enfants destinés aux femmes et aux jeunes filles libanaises et syriennes des camps de réfugiés de Jeb Jenin, Bar Elias et Qab Elias. Ces ateliers couvraient également la sensibilisation à la Convention relative aux droits de l'enfant et aux risques encourus par les filles victimes de mariages précoces.
- Sawa a organisé et animé des cours d'anglais dans le cadre du programme d'autonomisation et de soutien des femmes avec la collaboration de l'organisation USPEAK et de l'ambassade des États-Unis à Beyrouth en collaboration avec les municipalités. Les régions concernées étaient : Jib Jenin, Majdal Anjar, Beyrouth, Qab Elias et cette année à Mansoura.
- En partenariat avec l'Association Ushagram Suisse, Sawa a promu l'autonomisation économique des femmes dans les villages de la Beqaa, où elle a dispensé une formation sur la broderie et le tricot, ainsi que sur le recyclage des sacs en plastique et en nylon en sacs à main. À la fin de l'atelier, Sawa a organisé une exposition à Jib Janine pour présenter leur travail, le promouvoir et vendre leurs créations.

2. Autonomisation des jeunes et renforcement des capacités

- Avec l'UNFPA (Fonds des Nations Unies pour la Population), un projet de formation de formateurs visant à développer les capacités et les compétences des jeunes, à les former à la violence basée sur le genre, au mariage des enfants, aux maladies sexuellement transmissibles et à la sensibilisation aux drogues. 26 formateurs de jeunes ont été formés et de nombreux bénéficiaires grâce à eux.
- Avec la Fondation Friedrich Naumann, Sawa travaille en permanence avec les femmes et les jeunes sur le renforcement de la résilience communautaire aux VBG (violences basées sur le genre) ainsi que sur la réduction des risques et de la vulnérabilité.
- Ateliers sur l'opposition au mariage des enfants, adressés aux femmes et aux jeunes filles libanaises et syriennes des camps de Jib Jenine, Bar Elias et Qab Elias impliquant également de sensibiliser à la Convention relative aux droits de l'enfant et aux risques imposés aux filles victimes de mariages d'enfants.
- Projet Autonomisation de la Jeunesse (Youth Empowerment) avec l'association Ushagram Suisse : formation professionnelle pour les jeunes libanais.es et syrien.ne.s (14-20 ans) du village de Faour. Ils ont acquis des compétences en mécanique, comptabilité et esthétique.

3. Droits humains et égalité des sexes

En partenariat avec le fonds canadien d'initiatives locales (programme CFLI), Sawa a mis en œuvre le projet "Sawa pour la promotion de l'égalité des sexes" : contribuer à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles dans les villages géographiquement vulnérables de la Beqaa, les camps de réfugiés et les rassemblements. La clôture du projet s'est faite par un marathon pour les 1'500 participants des écoles impliqués dans le projet.

4. Entreprise sociale

Sawa a travaillé avec la fondation Anna Lindh sur un programme "In Place of War", créé par l'Université de Manchester, où elle a animé des ateliers sur l'entrepreneuriat à l'attention des femmes et des jeunes. À la fin de l'atelier, les participants ont proposé leurs idées et ont obtenu un certificat de l'Université de Manchester.

5. Engagement communautaire et résolution des conflits

En partenariat avec la société libanaise Vincenti, Sawa a mis en œuvre un projet de résolution de conflit pour les familles libanaises, syriennes et palestiniennes les plus vulnérables, en leur fournissant un repas et en soutenant leur cohésion. Le projet s'est déroulé dans tout le pays en collaboration avec les municipalités. Nombre de bénéficiaires : 15'000.

6. Environnement

- En partenariat avec le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement), Sawa a participé à des sommets internationaux pour l'environnement avec deux hôtes d'écoles publiques de la Beqaa dans les pays suivants : Japon, Norvège, Malaisie, Indonésie et Corée du Sud.

- Campagnes de reboisement : Sawa a participé à la campagne du PNUE "Million tree campaign". En 5 ans Sawa a planté 50'000 conifères en partenariat avec l'AFDC (Association pour les forêts, le développement et la conservation) et les municipalités de Qob Elias, Bar Elias, Majdal Anjar et Mansoura.
- Campagnes de reboisement dans la Beqaa occidentale en partenariat avec LRI (Initiative libanaise de reboisement).
- Projet de gestion des déchets avec le CDR (Conseil Libanais pour le Développement et la Reconstruction) et l'union des municipalités de la région de Zahleh. Sawa a mis en place une formation de formateurs destinée à 35 femmes et jeunes sur le tri des ordures et le recyclage.
- Projets annuels de reboisement avec l'AFDC dans l'ouest et l'est de Beqaa.

7. Culture

En partenariat avec le Ministère de la Culture, Sawa a mis en œuvre deux projets :

1. encourager les enfants à lire en collaboration avec les bibliothèques municipales de Bar Elias et Qab Elias ;
2. créer un groupe de 30 jeunes de 14 à 16 ans à Majdal Anjar qui furent formés dans les danses folkloriques et participèrent ensuite à divers festivals scolaires.

8. Moyens de subsistance

Depuis 2012, Sawa soutient les réfugiés syriens de la Beqaa en leur fournissant de la nourriture et des vêtements. Commenant à Ersal, au nord de la Beqaa où les premiers réfugiés traversant les frontières se sont rendus, puis à l'ouest et l'est de la Beqaa. Grâce à des dons, des campagnes sont toujours en cours dans les camps de réfugiés de Bar Elias, Qob Elias, Majdal Anjar, Saan Nayel, Housh Harimeh. Nombre de bénéficiaires : 20'000.

9. Recherche

Sawa a participé à la stratégie de la NCLW (Commission Nationale pour les Femmes Libanaises) en 2016 - 2017 sur une recherche sur la violence contre les femmes dans la Beqaa. Avec l'organisation suédoise "Opération 1325" en 2018, Sawa a présenté un rapport sur la mise en œuvre de la résolution 1325 des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité au Liban.

3. DEMANDE DE FINANCEMENT

a) Coût unitaire par enfant du projet

Le montant de la formation de 5 mois par enfant s'élève à 651 CHF, soit 130 Fr / mois sur 5 mois.

(Le projet est viable si nous arrivons à constituer des classes de 25 élèves, soit 16'275 Fr / classe.)

Localement, il y a un besoin de 350 enfants, soit 14 classes, à rescolariser à Mansoura et notre partenaire local peut les prendre en charge, fonction des fonds récoltés.

b) Taux de change

Le budget original est en dollars US que le Liban utilise en parallèle à la livre libanaise, celle-ci s'étant effondrée.

Le cours du dollar US considéré pour le projet est de 1 USD par CHF – taux incluant une marge prudentielle de 10% permettant de prévenir les différences de change défavorables possibles budget et réalisation.

c) Montant des financements extérieurs

Aucun.

d) Apports propres du partenaire

La participation en fonds propre de l'ONG partenaire est de 10%.

e) Apports propres des bénéficiaires

Les enfants qui participeront au programme vivent dans des abris de fortune à l'intérieur des neufs camps informels de Mansoura. Leurs familles vivent dans l'extrême pauvreté. Seuls 11% d'entre eux bénéficient des aides des grandes organisations internationales, comme le HCR.

f) Montant des co-financements

Les Communes du Canton de Genève décideront de leur participation. Sur les 45 Communes, environ 15 ont l'habitude de participer à nos projets selon les années, certaines avec des montants démarrant à 500.-, d'autres avec des montants supérieurs (voir notre rapport financier). Le projet proposé est basé sur 100 enfants mais ne se limite pas à cette centaine. Les capacités de notre partenaire local et les besoins de rescolarisation des enfants dans les Communes avoisinantes sont d'environ 350 enfants. Plus nous pourrions récolter de fonds, plus nous pourrions constituer de classes de 25 élèves, jusqu'à 350 enfants. Notre partenaire local en a les capacités.

4. CO-FINANCEMENTS ENVISAGÉS

Informations concernant les co-financeurs potentiels et nature des financements

Une 15aine des 45 Communes du Canton de Genève qui sont nos bailleurs de fonds habituels. Les financements envisagés sont uniquement publics et genevois.

5. CADRE D'INSERTION DU PROJET

a) Cadre général

La crise syrienne entre dans sa dixième année et continue de provoquer la crise de réfugiés la plus importante au monde. Aujourd'hui, plus d'un million de réfugiés syriens vivent à l'intérieur des frontières du Liban, dont près de 63% sont d'âge scolaire et ont besoin de possibilités d'éducation de qualité à un prix abordable. En outre, plusieurs milliers de résidents libanais vulnérables et de réfugiés palestiniens ont également besoin de services d'éducation subventionnés ; leurs chances d'en bénéficier sont réduites par le poids de l'afflux de réfugiés syriens. Avec plus de 25% des ménages libanais et 75% des ménages de réfugiés vivant désormais sous le seuil de pauvreté, de nombreuses familles pauvres ont recours à des mécanismes d'adaptation négatifs - notamment le travail des enfants et le mariage des enfants, rendant des milliers d'entre eux vulnérables à la violence, aux abus et à l'exploitation.

Le million de réfugiés syriens que le Liban accueille correspond aux "enregistrés" ou officiels. Ils ne sont pas la majorité. Le pays compte également une importante population de réfugiés palestiniens. Il s'agit de la plus grande population de réfugiés par habitant au monde mettant à rude épreuve le système éducatif libanais et d'autres services essentiels, dans un pays de superficie équivalente à la Suisse romande avec un densité de population de 2,5 supérieure. Bien qu'il y ait eu une augmentation de l'inscription des enfants non libanais dans l'éducation de base publique, 58% des enfants réfugiés syriens au Liban ne sont toujours pas scolarisés et environ 319'000 enfants réfugiés syriens (48%) n'ont aucune possibilité d'apprentissage (que ce soit éducation formelle ou informelle).

En février 2019, plus de 661'000 Syriens en âge scolaire (5 à 18 ans) étaient présents au Liban :

- certains ont été témoins d'actes de violence graves et ont besoin d'un soutien psychosocial ;
- de nombreux enfants réfugiés ne sont pas scolarisés depuis une ou plusieurs années, ce qui rend leur retour à l'école toujours plus difficile ;
- une vulnérabilité économique accrue conduit à un taux d'abandon élevé chez les enfants de 14 ans et plus qui ont tendance à privilégier le travail à l'éducation afin de générer des revenus pour leur famille ;
- de nombreux parents sont incapables de donner la priorité à l'éducation et de prendre en charge les coûts associés à l'envoi de leurs enfants à l'école ;
- les enfants qui travaillent, en particulier ceux impliqués dans les pires formes de travail d'enfant, sont parmi les plus vulnérables et les plus laissés pour compte ;
- les enfants et les familles de ces régions sont confrontés à plusieurs défis éducatifs nécessitant des interventions systémiques pour améliorer la capacité d'absorption, répondre aux demandes des réfugiés et surmonter les barrières économiques et les difficultés linguistiques ;
- le risque de mariage d'enfants, le risque sexuel et la violence basée sur le genre et d'autres mécanismes d'adaptation négatifs restent élevés. Les jeunes hommes travaillent pour subvenir aux besoins de leur famille au détriment de l'éducation continue.

Comparatif de densité de réfugiés

Pays	Superficie km2	Population	densité km2	Réfugiés *	%tage popu. en proportion	comparé au LIB en proportion
Liban	10'000	4'000'000	612	1'200'000	30%	
Suisse	41'300	8'400'000	204	86'000	1%	30 x moins
Inde	3'300'000	1'200'000'000	390	206'000	0.02%	30 x moins
Pakistan	796'000	190'000'000	260	3'500'000	2%	15 x moins
Turquie	783'600	78'000'000	103	2'000'000	3%	10 x moins
Jordanie	88'800	90'000'000	107	700'000	0.78%	4 x moins

* chiffres officiels 2015

Extrait du "UNHCR Statistical Yearbook 2015"
<http://www.unhcr.org/statistics/country/59b294387/unhcr-statistical-yearbook-2015-15th-edition.html>

Étant donné les pourcentages alarmants d'enfants non scolarisés, en particulier les réfugiés, SAWA a obtenu la responsabilité conjointe avec l'UNICEF de concevoir des programmes et des initiatives plus innovantes visant à répondre aux besoins non satisfaits des enfants non scolarisés dans la Beqaa, les plus difficiles à atteindre.

Partant du principe que l'accès à l'information et aux connaissances ainsi que la disponibilité des programmes ne sont pas les seuls obstacles à l'éducation et que l'augmentation actuelle du niveau de pauvreté et du taux de chômage pousse davantage d'enfants à ne pas être scolarisés, la stratégie de SAWA cherche par des méthodes alternatives plus créatives d'accroître la demande d'éducation non formelle (NFE) et de systèmes réglementés. Ces méthodes comprendront des approches de sensibilisation plus intégrées et efficaces. Elles viseront également à accroître l'engagement des parents dans l'éducation, afin de changer leur façon de penser l'éducation et d'envoyer leurs enfants à l'école et à l'éducation non formelle (NFE).

La structure des programmes d'éducation non formelle pour les enfants en rupture de scolarisation comprend la préparation à l'école (éducation de la petite enfance sur base communautaire) et des cours de rattrapage en alphabétisation et calcul de base (*BLN, Basic Literacy and Numeracy*). Alors que le conflit et les déplacements en Syrie se poursuivent, Sawa a commencé à offrir aux enfants des opportunités d'éducation non formelle plus structurées et adaptées à leur âge et à leur niveau, sur la base du programme national libanais, conformément aux directives du Ministère de l'Éducation, faisant partie de l'"Éducation non formelle Cadre".

Les programmes d'éducation non formelle de Sawa visent à réintégrer les enfants dans le système d'enseignement public formel.

La crise du COVID-19 et ses conséquences

La crise sanitaire fait suite aux graves crises économiques et politiques qui ont frappé le Liban fin 2019. Contrairement à la situation sanitaire plutôt favorable jusqu'à présent, avec un nombre (officiel) élevé d'infections et de décès, la crise du COVID-19 a des coûts économiques dévastateurs étant donné l'environnement économique très fragile du pays. Avant même que l'épidémie ne frappe, les fermetures massives d'entreprises en réaction à la crise économique ayant explosé en septembre 2019 avaient déjà eu lieu. Ceci avait déjà provoqué des augmentations catastrophiques du chômage et de la pauvreté. Les entreprises ont perdu en quelques mois l'accès aux devises et aux importations. Les ménages ont eu des difficultés à accéder à leurs comptes bancaires et le volume des envois de fonds a diminué en raison de la crise pétrolière dans les pays du Golfe. La pauvreté est passée de 30% en 2019 à 45% ou plus de la population à la fin de 2020, tandis que l'extrême pauvreté (alimentaire) a plus que doublé pour atteindre 22%.

Alors que l'économie était déjà en mauvaise posture, la crise du COVID-19 risque de renverser la tendance politique et de redonner l'avantage aux élites politiques traditionnelles, alors que la "rue" avait réussi à provoquer un nouvel élan grâce à trois mois de manifestations à travers le pays. Pour rappel, depuis le 17 octobre 2019, les manifestants libanais se sont concentrés sur la nécessité de changer le système de partage du pouvoir du pays et d'inverser la détérioration rapide de la qualité de la vie quotidienne. Les Libanais ont compris que leurs difficultés économiques sont le résultat d'une crise de gouvernance. Pendant que le pays s'enfonçait dans l'abîme au milieu de la crise économique la plus douloureuse, la préoccupation principale des politiciens était de marquer des points pour protéger leurs intérêts. Le ralentissement économique, la forte inflation, le COVID-19 et enfin l'explosion du port de Beyrouth ont poussé toutes les communautés du Liban - libanais, réfugiés, migrants et autres - au bord du gouffre. Les plus vulnérables, plus durement touchés que les autres, ont sombré dans l'extrême pauvreté et la vulnérabilité. Les réfugiés vivent maintenant avec moins de 308'728 LBP par personne et par mois, soit 205 USD, moins de la moitié du salaire minimum au Liban.

Avant la propagation du COVID-19, les réfugiés syriens, dont seulement 22% avaient une résidence légale, faisaient face à de grandes difficultés en termes de liberté de déplacement, en raison des points de contrôle omniprésents dans le pays. Depuis le COVID, ce taux est passé en 2020 à 11%. De ce fait, ils renoncent souvent à accéder aux services de base comme les soins de santé. Pour avoir le droit de circuler, chaque réfugié doit être parrainé par un libanais ou une entreprise locale - première étape pour la demande de résidence. Le système actuel finit par interdire l'accès des plus vulnérables aux services les plus essentiels et aux droits les plus élémentaires. Pour leur part, les Municipalités édictent des couvre-feux discriminatoires entravant encore plus leur liberté de mouvement, leur non-respect pouvant être à l'origine de répression violente. Dans ce contexte, la sécurité des réfugiés syriens tentant d'accéder aux services publics et de rechercher des moyens de subsistance est devenue encore plus compromise.

b) Cadre régional

Une évaluation rapide réalisée par la coordination inter-agences (UNICEF, HCR, UNDP, PAM, etc. impliquées dans la réponse coordonnée aux conséquences de la crise syrienne au Liban) à la mi-2019 montre la situation des enfants réfugiés en besoin d'éducation. L'évaluation a confirmé qu'il existe bien un besoin et un environnement propices. L'évaluation révèle que plus de 25'000 enfants ont besoin d'une forme quelconque d'aide à l'apprentissage dans environ 10'000 ménages interrogés. Afin de soutenir ces enfants, 95% des parents souhaitent que les prestataires d'éducation non formelle communiquent régulièrement avec leurs enfants pour soutenir leur apprentissage. Tous ces ménages ont au moins un smartphone, 98% ont accès à l'électricité et 92% ont accès à internet. **L'évaluation montre que la majorité des ménages interrogés et donc des enfants dans le besoin se trouvent dans la Beqaa (33%) ; seuls 17,9 % des enfants suivent le programme d'alphabétisation, ce qui est très faible vu les 16'253 enfants réfugiés dans la Beqaa.** (Source, Évaluation de la vulnérabilité des réfugiés syriens au Liban réalisée par HCR, UNICEF, PAM)

Alors que la crise syrienne entre dans sa dixième année, le Liban reste le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés par habitant, avec une estimation du gouvernement de 1,5 million de réfugiés syriens et une importante population de réfugiés palestiniens. La présence d'une population de réfugiés aussi importante, dans un petit pays qui peine à maintenir son propre équilibre démographique et à retrouver sa croissance économique d'avant la crise, affecte de plus en plus les relations intercommunautaires à tous les niveaux et la stabilité sociale dans de nombreux domaines. Les vulnérabilités des réfugiés syriens et non syriens restent élevées en raison de facteurs cumulatifs dans cette situation prolongée, où les réfugiés dépendent encore largement de l'aide humanitaire pour répondre à leurs besoins fondamentaux et rester résilients contre l'exploitation et d'autres risques. La crise syrienne a eu un impact significatif sur le secteur de l'éducation au Liban.

En février 2016, dans sa déclaration d'intention à la conférence de Londres, le Gouvernement libanais a élaboré un plan pour garantir que tous les enfants réfugiés âgés de 3 à 18 ans aient accès à l'éducation. Suite à cet engagement, le Ministère de l'Éducation a développé sa stratégie quinquennale : atteindre tous les enfants avec l'éducation, 2017-2021, également connue sous le nom de RACE-II. En mars 2019, les estimations du HCR indiquent que le Liban accueille désormais 666'491 enfants réfugiés d'âge scolaire âgés de 3 à 18 ans.

Les enfants et les familles des zones défavorisées sont confrontés à plusieurs défis éducatifs qui nécessitent des interventions systémiques pour améliorer la capacité d'absorption pour répondre à la demande des réfugiés et surmonter les problèmes de protection, les barrières économiques et les contraintes juridiques, et pour faire face aux difficultés scolaires et à la détresse psychosociale cumulative.

Snapshot: Refugee Education in Lebanon



Source: Ministry of Education and Higher Education

<https://www.unhcr.org/lb/wpcontent/uploads/sites/16/2019/04/Education-Factsheet.pdf>

c) Cadre local / historique du projet

La crise syrienne a eu un impact significatif sur le secteur de l'éducation au Liban. En mars 2019, les estimations du HCR indiquent que le Liban accueille désormais 666'491 enfants réfugiés d'âge scolaire âgés de 3 à 18 ans, selon l'ONU pour l'année scolaire 2018-2019 58%, soit 331'020, ne sont pas scolarisés, dont 36% (138'459) des enfants en âge de fréquenter la scolarité obligatoire (âgés de 6 à 14 ans).

Malgré les efforts du Gouvernement libanais, la capacité d'absorption du système éducatif formel est limitée - les places financées par des donateurs dans l'école formelle n'ont pas augmenté en proportion avec l'augmentation du nombre d'enfants d'âge scolaire, selon le HCR. En outre, selon une étude récente d'Alert International (2017), le système éducatif formel (public) n'atteint pas son plein potentiel en termes de fourniture d'éducation de qualité et sûre. Les enseignants du public manquent d'engagement, sont débordés et la violence et l'impunité dans les classes renforcent les obstacles à la stabilité sociale. La combinaison des défis liés à l'accès et à la qualité de l'éducation a conduit à des taux d'abandon élevés parmi les enfants réfugiés, notamment parmi les 15-18 ans. Les raisons les plus courantes d'abandon scolaire chez les garçons âgés de 15 à 18 ans étaient liées au travail (45%), tandis que 26% des filles citaient le mariage comme les principales raisons du décrochage scolaire.

La stratégie de réponse éducative de SAWA a évolué au cours des années depuis 2013, passant de la fourniture d'un soutien éducatif d'urgence immédiat à l'éducation non formelle afin de soutenir la transition des enfants non scolarisés vers les écoles publiques. **En 2016, Sawa a été accrédité par le Ministère de l'Éducation pour la mise en œuvre de programmes d'alphabétisation et d'éducation préscolaire basée sur la communauté pour les enfants réfugiés (community based early childhood education).** Afin de répondre aux besoins psychosociaux des enfants, SAWA intègre les compétences de vie, y compris un programme psychosocial et le soutien à la gestion des cas légers, dans les programmes d'éducation non formelle.

Le transport public étant inexistant, c'est un autre obstacle constant à l'accès des enfants à l'éducation formelle et aux programmes d'éducation non formelle. Officiellement, seuls les 11% d'enfants réfugiés "enregistrés" ont le droit de circuler. **Grâce à son implantation locale, Sawa a pu obtenir des dérogations pour le ramassage des enfants, même non enregistrés.** De 2014 à 2020, Sawa a inscrit un total de 3'000 enfants réfugiés dans ses programmes d'éducation non formelle. Au cours de ces 6 années, le programme s'est adapté au contexte en passant d'une éducation purement d'urgence mise en œuvre dans un cadre non formel à une approche visant à faciliter l'inscription dans le système éducatif formel (publique) libanais.

6. OBJECTIFS ET STRATÉGIES DU PROJET

a) Finalité

Re/scolariser à l'école publique libanaise 100 enfants de 9 et 14 ans réfugiés syriens non-scolarisés ou déscolarisés.

b) Objectifs spécifiques

Transmettre les compétences à ces enfants non scolarisés / déscolarisés et les mettre à niveau afin qu'ils puissent passer l'examen d'entrée à l'école publique et y être admis.

c) Stratégies prévues pour atteindre les objectifs du projet

méthode(s) utilisée(s) sur le terrain

Pour améliorer l'accès aux possibilités d'éducation, face à l'augmentation du niveau de pauvreté et du taux de chômage poussant davantage d'enfants à travailler et à se déscolariser, Sawa examinera des méthodes alternatives plus créatives pour accroître la demande d'éducation non formelle. Ces méthodes comprendront des approches de sensibilisation. Celles-ci viseront également à accroître l'engagement des parents dans l'éducation, afin de changer leur façon de penser l'éducation et d'envoyer leurs enfants à l'éducation non formelle. SAWA continuera à fournir une assistance et un transport de base, mais se concentrera également sur l'exploration de différentes modalités dues au COVID19, la sécurité des enfants et des enseignants étant sa priorité. Pour encourager les enfants à rester à l'école ou dans les espaces d'apprentissage, et pour que les parents envoient leurs enfants et les y gardent, de nouvelles incitations seront explorées*. Ceci renforcera l'objectif global de réduire le nombre d'enfants en rupture de scolarisation ou d'apprentissage. En cas de confinement, la modalité d'apprentissage sera mixte, à distance et en face à face. Cela dépendra des décisions du Gouvernement libanais en réponse à la crise (plus de détail section 10).

* Selon la Coordination interagences du HCR, plus de la moitié des ménages (60%) ont indiqué leur disponibilité / capacité à soutenir les enfants dans leurs études, soit directement par le parent / conjoint (75%), ou par un frère ou une sœur (17%) ou un autre membre de la famille (8%).

d) Indicateurs de suivi

1. Nombre d'enfants ayant effectivement achevé leur inscription au cours (sur la base de la sélection effectués par notre partenaire local) ;

2. nombre d'enfants encore présents après chacun des 5 mois de formation ;
3. nombre d'enfants capables de suivre, d'apprendre et de répondre aux questions ;
4. nombre d'enfants ayant terminé la formation ;
5. nombre d'enfants formés ayant pu postuler au test d'entrée de l'école publique ;
6. nombre d'enfants ayant réussi le test ;
7. nombre d'enfants ayant été effectivement réintégré l'école publique.

Selon l'expérience de notre partenaire local, Sawa, en 2020 en partenariat avec Save The Children, le taux de réussite d'un projet similaire était de 76 %, 30 enfants sur 125 ayant décroché pour des raisons d'absence, de maladie, de problèmes familiaux. 95 enfants furent admis à l'école publique. Un an plus tard, 70 % des 125 enfants sélectionnés initialement continuaient à aller à l'école.

e) Principaux résultats escomptés / perspectives d'avenir

Résultats escomptés :

1. Le premier résultat visé par la stratégie sectorielle est l'amélioration de la demande et de l'accès à l'éducation non formelle pour les enfants de la Beqaa occidentale ;
2. Le deuxième résultat de la stratégie de Sawa concerne l'amélioration de la qualité des services éducatifs et des environnements d'apprentissage afin de garantir des résultats adaptés à la classe / au niveau des enfants et des jeunes. Il se focalise sur la fourniture de services éducatifs et d'environnements d'apprentissage de qualité tout au long des parcours scolaires non formels.
3. **Chaque enfant inscrit à la mise à niveau, passera l'examen d'entrée à l'école publique et sera rescolarisé.**

Perspectives d'avenir :

L'éducation est la clé d'un avenir meilleur pour les enfants réfugiés. Ce programme est vital pour eux : il les aide à acquérir des compétences, à développer leur confiance et à réfléchir de manière critique. Cela leur donne la chance de rejoindre l'enseignement formel dans les écoles publiques, de poursuivre leurs études et d'améliorer leurs chances de s'insérer dans la société, de gagner un revenu et s'extraire de la misère. Ils seront indépendants et utiles à leur communauté.

f) Principales activités prévues

- Sélection des enfants non scolarisés et déscolarisés par des activités de sensibilisation dans les camps de réfugiés près de Mansoura ;
- Enregistrement des enfants avec nom et contact et, le cas échéant, numéro d'identification du HCR ;
- Evaluation des niveaux et triage
- Programme d'alphabétisation comprenant : arabe, anglais, mathématiques, service de soutien psychologique et d'autres activités récréatives et sportives diverses (peinture, jeux de ballon, course à pied, visite de réserves naturelles, etc.) ; sessions également en face à face et suivi personnalisé ;
- Implication des parents dans le programme ;
- Evaluations et examens internes en préparation à l'examen d'entrée à l'école publique ;
- Adaptation des décisions du gouvernement libanais en réponse au COVID : si les cours en présentiel ne sont pas possibles notre partenaire local Sawa adaptera sa méthode en cas de confinement. La méthode d'apprentissage se fera alors à distance et en face à face. Sawa et son équipe ont déjà l'expérience de ce système, mis en œuvre en 2020 avec l'ONG Save the Children et l'UNICEF.

g) Déroulement des activités

Les cours auront lieu 4 jours par semaine pendant 5 mois.

Le ramassage des enfants aura lieu depuis leurs camps par des minibus de 25 enfants (une classe).

Au centre social de Mansoura, le programme comprendra quatre sessions de 45 minutes par jour et un apprentissage en face à face. Les sessions seront rythmées par des pauses et récréations. Un repas sera fourni.

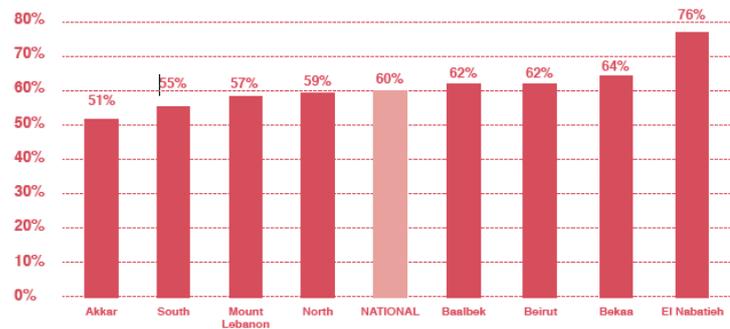
Les enfants seront raccompagnés en minibus dans leurs camps.

Alternative à distance en cas de restrictions sanitaires

Avec la crise du COVID19, le gouvernement libanais a annoncé un nouveau verrouillage du pays, y compris une limitation des programmes à l'intérieur des camps. Dans le cas où cette mesure persiste, l'apprentissage se fera à distance en coordination avec les parents.

Sawa a déjà mis en œuvre ces méthodes d'apprentissage à distance dans ses projets précédents. Il faudra communiquer avec les parents d'élèves par WhatsApp et expliqué la nouvelle méthode d'apprentissage en ligne. Les kits d'apprentissage comprenant une trousse, le matériel pédagogique et des cartes téléphoniques prépayées seront fournis aux parents avec les instructions pour visionner les vidéos. Les enseignants qualifiés pour le programme d'alphabétisation maîtrisent également l'enseignement à distance avec ces outils numériques. Ils ont préparé les leçons à travers des vidéos qui seront envoyées aux parents par WhatsApp. Celles-ci durent jusqu'à 1,5 minute et sont très claires car certains parents ne sont pas éduqués. Les enfants résolvent la leçon puis les parents envoient les réponses. La même méthode d'enseignement par vidéo sera mise en œuvre pour toutes les leçons (arabe, anglais, mathématiques et activités). Chaque jour, les enseignants noteront la présence des élèves en fonction de leur communication et de leurs réponses sur WhatsApp.

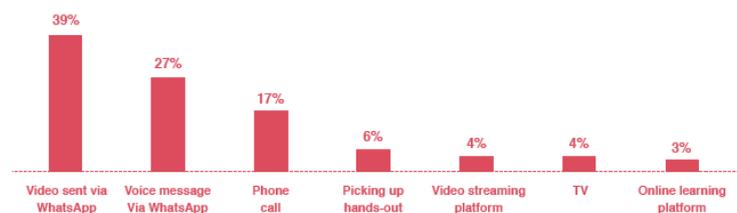
Figure 6: Availability of lesson support to children



Selon la Coordination Interagences, la préférence des ménages pour la modalité d'apprentissage à distance est fortement influencée par la communication par WhatsApp (1er et 2ème choix) ; 66% des ménages préfèrent que leurs enfants reçoivent le matériel pédagogique nécessaire par vidéos et messages vocaux sur WhatsApp ; 17% par téléphone tandis que le reste des ménages ont déclaré leur préférence pour d'autres moyens de communication à partir de documents, de vidéo streaming et de télévision. L'utilisation d'applications de visioconférence comme Zoom est beaucoup trop gourmande en données pour la qualité du réseau et le niveau de vie des bénéficiaires. (Source, HCR)

La majorité des parents ont exprimé leur volonté de permettre à leurs enfants d'utiliser un appareil électronique pour l'apprentissage à distance pendant cette période pour les maintenir engagés.

Figure 5: The learning preferences of HH



95% ont donné leur permission aux prestataires de services éducatifs de communiquer régulièrement avec leurs enfants.

Source : Coordination Interagence (HCR)

<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/76131.pdf>

7. BÉNÉFICIAIRES / ACTEURS

a) Bénéficiaires directs et indirects du projet / Acteurs

Bénéficiaires directs :

Enfants réfugiés syriens des camps de Mansoura et environs en besoin d'alphabétisation et de rescolarisation ; tranche d'âge 9 à 14 ans dont 60% de filles ; potentiel de 350 enfants, soit 14 classes.

Bénéficiaires indirects :

leurs familles et leur entourage direct dans les camps.

b) Dynamique de réseau et impact prévisible sur les différents groupes sociaux (Jeunes, hommes, femmes, sédentaires/nomades, urbains/ruraux)

Ce projet renforcera la relation entre les parents d'élèves. Ils communiqueront entre eux, participeront à des rencontres d'élèves et se connecteront aux méthodes d'apprentissage. Les enfants pourront s'inscrire aux formations d'alphabétisation et trouver un nouveau sens et un regain d'espoir, se connecter avec d'autres enfants, être capables de lire un livre et de réintégrer l'école publique.

8. IMPACT HORS CHAMP D'INTERVENTION

Quels effets positifs et négatifs en dehors du champ d'intervention des projets et à long terme. (Tant dans le contexte d'influence (bénéficiaires) comme dans le contexte élargi (village, Etat.))

POSITIF

- Sensibilisation des parents à l'éducation et augmentation de l'acceptation
- Implication indirecte des parents dans les matières transmises
- Transmission du savoir aux autres enfants des camps, par les enfants formés
- Réduction du travail d'enfants et du mariage précoce de filles
- Extraction de la misère et intégration sociale
- Effet multiplicateur sur la communauté
- Soulagement pour l'Etat libanais de la charge des réfugiés
- Valeur ajoutée pour la Syrie en cas de retour au pays

NEGATIF

- Jalousies communautaires possibles
- Tensions au sein des foyers concernant
 - l'émancipation et l'autonomie des filles
 - la charge financière des études et le besoin de revenus
- Crainte de diffusion du covid
- En cas d'éducation à distance prolongée, interaction solitaire avec un smartphone pouvant nécessiter un soutien psychologique
 - tendance à la passivité
 - manque d'interaction ludique et sociale
 - manque de stimulation de la pensée créative
 - déconnexion du monde réel.

9. DURABILITÉ DU PROJET

Ce projet éducatif sera durable car de nombreux enfants non scolarisés ont envie de s'extraire de leur situation. Sawa a le savoir-faire, les connaissances, l'expérience de terrain, le réseau, le soutien du Gouvernement et des organisation internationales et le contact direct avec les populations bénéficiaires. Le projet a été réparti en deux modules de cinq mois, couvrant chacun 50 enfants, jusqu'à juin puis jusqu'à novembre. Ceci permettra de réaliser ce projet même avec un financement réduit. Evidemment, s'il trouve un écho parmi nos donateurs, nous pourrons envisager de réaliser l'initiative à plus grande envergure. En effet, **les capacités sont nettement plus importantes, jusqu'à 350 enfants dans le village et ses alentours** et le partenaire local a les moyens de gérer l'extension du projet, plus de financement permettant de recruter plus d'enfants.

Vu les besoins énormes au niveau national, parmi les populations de réfugiés cités en fin de section 5.b, ce projet pourra également être répété et étendu les années suivantes, 8'000 enfants de la Beqaa étant enregistrés auprès de l'UNICEF.

10. ELEMENTS EXTERIEURS RISQUANT D'INFLUER SUR LE DEROULEMENT

1. Analphabétisme des parents : malgré leur volonté de fournir un soutien éducatif à leurs enfants, certains parents n'ont pas les capacités de lecture et de calcul ; certains en sont capables, si la langue d'instruction est l'arabe, que la plupart lisent et écrivent ; une minorité peut faire du calcul écrit et encore moins connaissent l'anglais.
2. Disponibilité du réseau Wifi et 4G. Pour cette raison l'enseignement à distance se fait par WhatsApp qui est utilisé universellement et plus léger en ressources.
3. Manque de soutien aux moyens de subsistance familiaux, s'agissant de familles dans la pauvreté extrême et l'isolement. Pour cette raison, la formation à distance, impliquant l'écolage de l'enfant "chez lui", inclut un soutien minime les familles. Voir budget alternatif.
4. Transport public inexistant, d'où le ramassage des enfants par minibus loués.
5. Liberté de déplacement limitée aux 11% de réfugiés enregistrés. Toutefois, notre partenaire local étant bien implanté localement et reconnu par les Municipalités, celles-ci lui accordent les dérogations nécessaires et lui permettent d'exercer ses activités, même pour des réfugiés bénéficiaires "non enregistrés".

6. COVID. Malgré les restrictions sanitaires et politiques, la modalité d'apprentissage à distance permettra de toutes façons à tous les enfants inscrits de bénéficier quand même du programme d'alphabétisation mis en place. Détails mentionnés en section 6.g. L'alternance vers l'éducation à distance ne changera pas fondamentalement le budget. Voir le budget et ses commentaires.

11. BUDGET (basé sur 100 enfants)

Equivalence USD – CHF incluant un taux prudentiel de 10% permettant de pallier les fluctuations éventuelles.

	A	B	C	D	E	F	G	H
1	Budget rescolarisation d'enfants réfugiés syriens							
2	Basé sur 100 enfants pendant 10 mois							
3			USD	Par mois et par élève		10	100	USD
4			Coût	Unités	Catégorie	Mois	Elèves- Profs 100	Total
5	A - Assurance maladie	A1 : Assurance maladie (2\$ / élève / 5 mois)	2	2	frais			400
6	B - Location	B1 : Location centre social de Mansoura	400	1	location	10		4 000
7		B2 : Location tables, chaises et tableaux	50	4	location	10		2 000
8		B3 : Réchauds et fioul (100 \$ / classe / mois)	100	4	location	4		1 600
9	C - Fournitures	C1: Stérilisation and fournitures de protection (covid)	3,2	1	fournitures	10	100	3 200
10		C2 : Kit d'apprentissage	10	104	fournitures		100	1 040
11		C3 : Autres fournitures diverses	100	1	fournitures			100
12	D - Transport	D1 : 1 minibus pour 25 élèves	200	4	transport	10		8 000
13	E - Restauration	E1 : (100 élèves, 160 jrs, 1 \$ / élève / jr)	1	16	restauration	10	100	16 000
14	F - Instituteurs	F1 : (4 hr / jr x 4 jr / sem = 64 hr / mois, 8 \$ / hr, par instit.) 1 instit. / 25 élèves	8	64	salaire	10	4	20 480
15	G - Encadrement / Gestion	G1 : Gestion de projet et coordination	500	1	salaire	10		5 000
16		G2 : Comptabilité	200	1	salaire	10		2 000
17								
18	Sous-total							63 820
19	Participation ONG locale			-10%				- 6 382
20	Frais Ushagram Suisse			12%				7 658
21	Grand total							65 096
22								
23								
24								
25	Alternative d'Education à distance (covid)							
26			USD	Par mois et par élève		10	100	USD
27			Coût	Unités	Catégorie	Mois	Elèves- Profs 100	Total
28	A - Fournitures	A1 : Recharges unités téléphone par élève en \$ / mois	11	1	fournitures	10	100	11 000
29		A2 : Recharges unités téléphone par instit. en \$ / mois	11	1	fournitures	10	4	440
30		A3 : Kit d'apprentissage	10	1	fournitures		100	1 000
31	B - Soutien aux familles	B1 : Participation aux frais de fioul de chauffage, 4 mois	15	1	fournitures	4	100	6 000
32		B2 : Aide alimentaire par famille par mois	20	1	restauration	10	100	20 000
33	C - Insituteurs	C : Instituteurs par groupe de 25 élèves (8\$ / hr / 64 hr)	8	64	salaire	10	4	20 480
34	D - Encadrement / Gestion	D1 : Gestion de projet et coordination	400	1	salaire	10		4 000
35		D2 : Comptabilité	150	1	salaire	10		1 500
36	Sous-total							64 420
37	Participation ONG locale			-10%				- 6 442
38	Frais Ushagram Suisse			12%				7 730
39	Grand total							65 708
40								

1. La rescolarisation de chaque enfant sur 5 mois de mise à niveau coûte en moyenne 651 Fr / enfant, soit 130 Fr / mois.
2. Il faut 25 enfants pour lancer une classe, soit 16'275 Fr / classe.
3. Nous proposons ce projet sur la base de 100 enfants, soit 4 classes de 25.
4. Les besoins réels et les capacités de notre ONG partenaire étant de 350 enfants du village de Mansoura et environs, soit 14 classes de 25, nous formerons autant d'enfants que possible selon les fonds que nous récolterons, par tranches de 25 enfants.

Voir commentaires au budget, page suivante

Commentaires au budget

Budget de la formation conventionnelle

1. Ce projet est basé sur une formation conventionnelle avec location d'un centre social municipal qui fera office de lieu de formation, le ramassage des élèves de la région en l'absence de tout transport public et pour leur sécurité, la location de l'équipement, soit les tables et chaises, les réchauds pendant les quatre mois d'intersaison, la fourniture de stérilisation et de protection (covid), ainsi que la petite restauration.
2. Le kit d'apprentissage comprend les trousseaux d'écoliers, les cahiers et autre matériel pédagogique, également pour les instituteurs.
3. L'assurance-maladie valable cinq mois est obligatoire.
4. Transport. Chaque minibus transporte 25 élèves (soit une classe).
5. La restauration pour 1 \$ par jour par élève comprend les boissons chaudes et un repas nourrissant modeste.
6. S'agissant d'un projet éducatif, le salaires des instituteurs est incontournable. Il est également très modeste et réduit au salaire minimum (entre 450 et 500 \$ / mois, 8 \$ US de l'heure).
7. Les cours ont lieu 4 heures par jour, 4 jours par semaine, soit un total de 64 heures par mois avec un instituteur par classe de 25 élèves.
8. Les salaires d'encadrement sont réduits au strict minimum, soit à environ 10 % du total.
9. Le dollar US est en pratique la seconde monnaie nationale, la livre libanaise ne valant plus grand-chose et étant en constante dégringolade.

Budget alternatif de formation à distance selon les restrictions sanitaires éventuelles

10. Du fait de la situation du COVID et des restrictions mises en place par le gouvernement, les couvre-feux et confinements peuvent rendre impossible la réalisation du projet dans les conditions prévues. À cette fin, pendant les périodes de restrictions, la réalisation du projet se fera à distance, le personnel local et les instituteurs ayant déjà l'expérience de cette alternative.
11. Le montant du budget est équivalent, les postes répartis différemment. Ceci implique que, quelles que soient les conditions de réalisation du projet, le budget demeure quasiment identique.
12. Méthode. L'enseignement à distance se fera par petites vidéos envoyées par WhatsApp, très utilisé dans le pays. Les enfants répondront oralement par message audio. Vu les limitations du réseau téléphonique, sa couverture lacunaire, sa cherté et l'extrême pauvreté des bénéficiaires, l'utilisation de systèmes de visioconférence comme Zoom est exclu.
13. Les cartes de recharge d'unités téléphoniques seront fournies aux élèves et aux instituteurs.
14. Dans cette alternative de formation à distance, du fait de la présence des enfants au sein de leur famille dans leurs abris de fortune au sein des campements informels de la région concernée, afin d'améliorer le quotidien des enfants et s'assurer d'une meilleure concentration sur le travail, une petite aide alimentaire à la famille est incluse ainsi qu'une participation aux frais de fioul de chauffage pendant l'intersaison. Il faut rappeler ici que ces familles et vivent dans *l'extrême pauvreté* dans des abris de fortune à 900m d'altitude.
15. L'alternative d'éducation en ligne implique des frais fixes d'encadrement inférieurs.
16. La répartition différente des dépenses et les totaux semblables font que, l'alternative à distance peut être mise en œuvre sans différence de budget et son application, flexible.
17. L'ONG partenaire locale est habituée à jongler avec les restrictions et à adapter l'approche en fonction de ces dernières. **L'ONG partenaire locale est co-présidente avec l'UNICEF des programmes d'alphabétisation dans la Beqaa**. Elle est accréditée par le Ministère de l'Éducation depuis 2016 pour la mise en œuvre de programmes d'alphabétisation et d'éducation préscolaire basée sur la communauté pour les enfants réfugiés.

Ushagram Suisse, CP 138, 1211 Genève 12.

info@ushagram-suisse.org / www.ushagram-suisse.org

Contact téléphonique : Barbara Frank, Présidente 079 601 70 21



"J'ai le droit de m'instruire !"



"Pour l'amour de la vie, même si nous sommes dépourvus de nos droits !" (Extrait d'un poème de Mahmoud Darwish, palestinien.)



Enfants au travail



Enfants au travail



"Jouons ensemble !"

